

hebdomadaire

n° 3025 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebd@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

QUAND LE CHAUFFAGE DEVIENT UN LUXE...

Selon un rapport officiel, huit millions de personnes sont en situation de précarité énergétique. En cause notamment la hausse des factures d'électricité et de gaz (lire page 3).

AGIR événements

Après plus de deux semaines de grève, les **éboueurs lyonnais** ont réussi à obtenir le retour dans le giron public d'une partie du ramassage alloué au privé.

Lire page 5

Une semaine de grève suivie à 90% a permis **aux salariés des Talcs de Luzenac (Ariège)** d'obtenir satisfaction sur leurs revendications salariales.

Lire page 6

À vendre: école, caserne, gare, tribunal, phare, etc. Pour plus de précisions, contacter le ministère du Budget, qui se déleste discrètement du patrimoine immobilier de l'État.

Lire page 7

En Espagne, le 29 mars, des millions de grévistes et de manifestants ont exprimé leur refus de l'austérité et leur opposition à un projet de réforme du licenciement.

Lire page 9

**QUAND LES LOIS INUTILES
AFFAIBLISSENT LES LOIS
NÉCESSAIRES**

Lire l'éditorial page 4

INTERVIEW pages centrales

Parce qu'il estime qu'on peut toujours faire autrement, le psychanalyste et écrivain Jean-Bertrand Pontalis en déduit que «la capacité de rêver devient aussi capacité d'agir».

SAVOIR pratique

La Cour de cassation vient d'opérer un important revirement de jurisprudence: l'organisation de deux scrutins séparés pour désigner les membres du CHS-CT n'est plus soumise à l'unanimité.

Lire page 13

MONTRER enquête

Dans la mythologie grecque, Midas transformait en or tout ce qu'il touchait. Impossible? C'est pourtant ce que font, aujourd'hui, les industriels chargés du retraitement de nos déchets.

Lire pages 17 à 20



FO Hebdo/G. Ducrot



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

QUAND LES LOIS INUTILES AFFAIBLISSENT LES LOIS NÉCESSAIRES

En son temps, un président du CNPF, M. Yvon Gattaz, avait voulu promouvoir les ENCA (Emplois nouveaux à contrainte allégée). Le raisonnement était basé sur le fait que les entreprises hésitaient à embaucher parce qu'il y avait trop de contraintes.

Depuis, en France comme ailleurs, sous l'effet du capitalisme libéral triomphant, la flexibilité et la précarité se sont développées.

Arrive la crise systémique de 2007, que nous avons maintes fois analysée comme une crise du capitalisme, et la nécessité, pour en sortir, de pratiquer trois ruptures, aux niveaux international, européen et national. Ce qui n'est toujours pas le cas. Pendant une première période, tout le monde se félicitait du fait que la France traversait mieux la crise que d'autres, notamment grâce au rôle d'amortisseurs des régimes sociaux et des services publics. Dès 2007, nous expliquions qu'il arriverait un moment où l'on nous dirait que pour sortir de la crise il serait nécessaire de remettre en cause ce que d'aucuns appellent notre «modèle social»! Nous y sommes.

Au niveau européen, le président de la Banque centrale européenne, le banquier Draghi, toujours prompt à aider les banques privées, a même déclaré que le modèle social européen était condamné!

On assiste d'ailleurs en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie et au Royaume-Uni notamment à ce que l'on peut qualifier d'attaques en règle. Le mécanisme européen de stabilité et le traité dit de solidarité, de coopération et de gouvernance s'inscrivent dans cette logique.

À nouveau, pour protéger le capital et la rente, il faudrait rogner les droits sociaux. C'est notamment l'un des objectifs des «accords compétitivité-emploi» initiés par le gouvernement et repris par le patronat.

Après les ENCA viennent en quelque sorte les LICA: licenciements à contraintes allégées. Afin de ne plus être obligé de licencier pour motif économique les salariés qui refuseraient de voir baisser leur temps de travail et leur salaire, on inventerait un licenciement spécifique, «*sui generis*», c'est-à-dire une forme de licenciement «économique» *lowcost*. Ce qui permettrait aux employeurs d'échapper à toute une série d'obligations liées au licenciement économique, telles

que le reclassement ou le contrat de sécurisation professionnelle.

Quand il s'agit de remettre en cause les droits sociaux, le patronat réclame des lois nouvelles. Quand il s'agit d'apporter de nouveaux droits aux salariés, il peste contre le législateur.

Et pourtant, comme l'écrivait Montesquieu: «les lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires».

Certains syndicats se montrent ouverts à la négociation sur cette question, pas Force Ouvrière. Il est vrai que nous ne sommes pas – indépendance et liberté obligent – de tendance cogestionnaire des entreprises.

La course à l'échalote sur le plan européen en matière de dumping social et fiscal doit cesser.

Un petit coin de ciel bleu: à la suite de nos interventions (dont celle du 18 janvier au «sommet social»), le ministre du Travail vient d'indiquer qu'il refusait les propositions de la Commission européenne sur le détachement des travailleurs, qui soumettraient le droit de grève au respect des principes de libre prestation de services et de liberté d'établissement.

Il aurait été cependant plus cohérent que, précisément, son collègue des transports ne remette pas en cause le droit de grève!

S O M M A I R E

AGIR

Page 3

Alerte: De plus en plus de ménages n'ont pas les moyens de se chauffer. Électricité: Linky, un compteur qui vous veut du bien.

Page 4

Quand les lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Privatisation: La grève des éboueurs lyonnais a fait reculer l'administration. Conflit: Par la grève, les inspecteurs du permis de conduire obtiennent des avancées salariales.

Page 6

Mines: Salaires: grève aux Talcs de Luzenac. Statut: Alerte au dumping social chez GDF Suez.

Page 7

Patrimoine: L'État liquide l'immobilier public. Collectivités: Quand les mairies bradent sur la toile.

Page 8

Cessions: Rio Tinto, fabricant de profits. Licenciements: Imprimerie Decoster (59): liquidation ou faillite organisée?

Page 9

Grève!: Près de 80% des salariés espagnols ont cessé le travail le 29 mars.

Page 13

Les droits: Organisation d'un scrutin séparé pour l'élection du représentant des cadres CHS-CT: Revirement de jurisprudence. Consommation: Eau, vaccin, alimentation...: c'est l'alu...

Page 14

Le chiffre de la semaine. Les chiffres utiles.

Page 15

La guerre d'Algérie: Le volet économique des accords d'Évian. Parution > La rédaction vous signale. Voix de presse: Ibères mais pas austères.

Page 16

Une sélection de livres. À voir: Exposition: Berthe Morisot sort de l'ombre des grands peintres.

Pages 17 à 20

Le recyclage des ordures: Traitements et trafics internationaux des déchets.

INTERVIEW

Pages 10 et 11

Interview J.-B. Pontalis: «On peut toujours faire autrement, il suffit de le vouloir».

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse: Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Roussel (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464), F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 2^e trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818

Élection, que de procédures en ton nom! Une nouvelle fois, la Cour de cassation s'est penchée sur un de ces contentieux électoraux qui ont envahi le monde du travail depuis que la fameuse loi d'août 2008 a lié élections professionnelles et

représentativité syndicale. Ici, elle a précisé les conditions de l'élection au Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, le CHS-CT, dont on ne dira jamais assez le rôle vital, parfois littéralement, qu'il tient au sein d'une entreprise.

ORGANISATION D'UN SCRUTIN SÉPARÉ POUR L'ÉLECTION DU REPRÉSENTANT DES CADRES AU CHS-CT: REVIREMENT DE JURISPRUDENCE

Les membres du **CHS-CT** sont désignés par un collège constitué par les membres élus du comité d'entreprise et les délégués du personnel (art. L.4613-1 du Code du travail). Ce collège désignatif peut décider d'organiser deux scrutins séparés: l'un pour élire les représentants des salariés appartenant au personnel de maîtrise ou d'encadrement, l'autre pour élire les représentants des autres catégories de salariés.

Jusqu'à maintenant, la Cour de cassation considérait que l'organisation de deux scrutins séparés nécessitait un accord unanime des membres du collège désignatif (Cass. soc., 29 octobre 2010, n°10-60067; Cass. soc., 26 janvier 1999, n°97-60511). Par une décision du 29 février 2012 – vouée à une large publicité puisqu'elle figurera tant au rapport annuel qu'au bulletin –, la Cour de cassation juge désormais que cette possibilité d'organiser deux scrutins séparés n'est plus sub-

ordonnée à un accord unanime (Cass. soc., 29 février 2012, n°11-11410, PBR).

Dans cette affaire, l'élection des membres du CHS-CT avait été organisée en deux scrutins séparés dont l'un destiné à élire le représentant



des cadres. Or un membre du collège désignatif s'était opposé à l'organisation de deux scrutins séparés. Le tribunal d'Aix-en-Provence, saisi, avait refusé d'annuler les élections au

CHS-CT au motif que l'irrégularité n'avait pas eu d'influence sur le résultat du vote. Se fondant sur la position classique de la Cour de cassation, exigeant l'unanimité pour l'organisation de deux scrutins séparés, un syndicat forma alors un pourvoi en cassation.

La Cour de cassation avait rejeté le pourvoi, relevant «qu'aucune disposition légale ne s'oppose à ce que le collège spécial unique procède à la désignation des membres du CHS-CT par deux scrutins séparés, dont l'un est destiné à l'élection du ou des salariés appartenant au personnel de maîtrise ou d'encadrement, conformément à l'article L.4613-1 du Code du travail». Elle ne fait plus référence à une condition d'unanimité pour l'organisation de deux scrutins séparés, une majorité simple étant suffisante.

Il convient de noter, à titre de parenthèse, que tous les membres du collège désignatif, peu important leur catégorie d'origine, doivent voter lors de chaque scrutin (Cass. soc., 30 octobre 2001, n°00-60230).

CHS-CT

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Représentatif du personnel et doté de pouvoirs délibératifs pour l'ensemble des questions de santé, de sécurité et de qualité de vie au travail. Obligatoire dans tous les établissements d'au moins 50 salariés.

MAÎTRISE

Catégorie de personnel de production dotée de responsabilités d'encadrement.

CADRE

Salarié placé dans une position hiérarchique supérieure dans l'entreprise. Pas de définition précise donnée par le Code du travail qui discerne cependant trois catégories: dirigeants, intégrés et autonomes.

CONSOMMATION

EAU, VACCIN, ALIMENTATION...: C'EST L'ALU...

Il rend l'eau transparente pour des centaines de milliers d'utilisateurs, mais l'aluminium est loin d'être en odeur de sainteté dans les canalisations. Pourtant il reste employé pour de simples raisons de coût car il faudrait alors installer de nouveaux systèmes utilisant, de manière pas plus onéreuse, de l'hydrate de fer à la place de celui d'aluminium. C'est également une question de prix et de logique industrielle qui a conduit de grands laboratoires à privilégier l'aluminium comme adjuvant dans les vaccins, dits aluminiques, à tel point qu'il est très difficile d'en trouver d'autres. Quelques centaines de réactions graves sont considérées comme quantité négligeable par l'industrie pharmaceutique, qui se garde bien de prendre quelque peu en compte les rares travaux sur la toxicité éventuelle des vaccins aluminiques.

Malgré les précédents concernant le plomb, le mercure et l'amiante, les agences de sécurité de la santé, hexagonales ou internationales, s'abritent quant à elles derrière le fait que l'utilisation de ce métal lourd de possibles conséquences, notamment neurotoxiques (son rôle est soupçonné mais non prouvé dans la maladie d'Alzheimer), ne fait l'objet d'aucune réglementation –il n'existe que des taux conseillés, souvent dépassés, y compris dans l'alimentation. Et pourtant, à des taux divers, l'aluminium, normalement absent dans l'organisme humain, est présent un peu partout dans les produits de consommation courante. Aussi bien dans les cosmétiques et déodorants, pour lesquels l'Afssaps (Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) ne s'est contentée que de «préconisations» en septembre 2011, que dans cer-

tains médicaments et dans l'alimentation (même pour nourrissons), et tout particulièrement dans les produits industriels: viennoiseries, denrées séchées en poudre (potage, purée...), sel raffiné, fromages industriels, laits en poudre, blancs d'œufs des préparations culinaires, fruits et légumes confits et cristallisés... Bien entendu, l'aluminium permet des bénéfices supplémentaires sous la forme de conservateurs, agents levants, anticoagulants ou divers additifs contribuant par exemple à la blancheur d'un pain de mie. En l'absence de réglementation, inutile de chercher l'aluminium dans l'étiquetage, il se dissimule sous des E520, E521, E522, E523, E541, E554, E555, E556 et autres E559...

AFOC Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur afoc.net – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

LE SMIC

Depuis le 1^{er} janvier 2012:
9,22 euros l'heure,
soit **1 398,37 brut**
par mois
pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement
dans la fonction publique
depuis le 1^{er} janvier 2012:
1 398,35 euros brut.

Plafond mensuel
de la Sécurité sociale
du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2012:
3 031 euros.

ASSURANCE- VIEILLESSE

Allocation de solidarité aux
personnes âgées (ASPA)
(anciennement «Minimum vieillesse»).

Au 1^{er} avril 2012:

9 325,92 euros par an
pour une personne seule
(777,16 euros par mois)
14 847,82 euros par an
pour un couple.

Minimum contributif majoré:
8 142 euros par an
pour une personne seule
(soit **678,50 euros** par mois).

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET ARRCO

Valeurs des points et salaires de
référence au 1^{er} avril 2012

AGIRC à **0,4330 euros**
ARRCO à **1,2414 euros**

Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin
omnipraticien:

23,00 euros.

Au cabinet du médecin
spécialiste:

25,00 euros.

LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE

34 000

Avec un budget amputé de 20%, la police britannique prévoit de supprimer 34 000 postes d'ici à 2015, à la suite des mesures d'austérité édictées par l'actuel gouvernement conservateur, qui parallèlement a décidé de confier au secteur privé des missions de police, comme enquêter sur des crimes, effectuer des patrouilles et détenir des suspects. Cela devrait être effectif dès le 1^{er} avril 2013 pour les comtés du Surrey et des West Midlands. Moyennant un contrat d'au moins 1,5 milliard de livres sterling (près de 1,8 milliard d'euros) pour une durée minimum de sept ans. Parmi les sociétés de sécurité ayant répondu à l'appel d'offres figure la très contestée et puissante G4S, cotée en Bourse et impliquée, notamment par le biais de sa filiale Wackenhut, dans la répression de grèves à travers le monde. Au XIX^e siècle déjà, l'agence de sécurité américaine Pinkerton s'était ainsi rendue tristement célèbre et ses exactions avaient amené à un certain et sanglant 1^{er} Mai.

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1^{er} janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

CRDS⁽¹⁾: 0,5% depuis le 1^{er} février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%
Assurance-vieillesse: 6,65%
Assurance-vieillesse dé plafonnée: 0,10%

ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC
Tranches A et B 2,40%

APEC⁽²⁾ 0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)
Non-cadres tranches A et B
et cadres tranche A: 3%
● AGIRC
Cadres tranches B et C: 7,70%
● Cotisation AGFF
Tranche A⁽³⁾ 0,80%
Tranche B⁽⁴⁾ 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.
2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.
4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 127,05 €
3 enfants: 289,82 €
Par enfant en plus: 162,78 €

Majoration pour âge
des allocations:
35,74 € de 11 à 16 ans
et 63,53 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après
le 30 avril 1997, vous ne
recevrez pas ces deux ma-
jorations; vous recevrez
une majoration de 62,90 €
à partir du mois suivant
leur 14^e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à
27,66 euros par jour au
minimum, mais ne peut
dépasser 75% du salaire
journalier de référence
(salaire des douze mois
qui ont précédé la rupture
du contrat de travail).

Vous trouverez tous les détails
dans le tableau «Allocations
chômage» ci-dessous.

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

FÉVRIER 2012
+0,4%

DU 28/02/2011 AU 29/02/2012
+2,3%

DU 01/01/2012 AU 29/02/2012
+0,05%

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

4^e trimestre 2011, l'indice de référence des loyers atteint 121,68 – évolution sur un an: + 2,11%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisa-

tion. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation. Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1^{er} avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

- ⚡ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;
- ⚡ 57,4% de cet ancien salaire;
- ⚡ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.